

(N° 364.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 JUILLET 1925.

Proposition de loi réglant le droit de contrôle des Députés et Sénateurs.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La discussion du budget des chemins de fer, postes, télégraphes, etc. pour 1923, tant au Sénat qu'à la Chambre des Représentants, a établi l'antagonisme qui existe entre certains représentants de la Nation et les ministres, en ce qui concerne les droits et les devoirs réciproques de ceux qui occupent le pouvoir et de ceux qui ont la mission constitutionnelle de contrôler ceux-ci.

A vrai dire, les droits des uns et les devoirs et responsabilités des autres n'ont jamais été clairement définis.

La discussion que je viens de rappeler a mis aux prises certains de mes collègues du Sénat et de la Chambre avec le Ministre des chemins de fer. Les premiers, dans le but d'exercer leur mission de contrôle, croient avoir le droit de se renseigner à l'administration et de consulter les dossiers des affaires administratives. Par contre, le ministre est hostile à l'exercice de ce contrôle des parlementaires; il veut en contrarier l'exécution; il résiste et tient à garder secrets et cachés certains documents; il prend ou réédite des ordres de service qui traitent les députés et sénateurs comme étant des étrangers à l'administration.

Il y a donc conflit entre les représentants du pays et les membres du Gouvernement. Ce conflit provient du fait que, jusqu'ici, le droit de contrôle des mandataires de la Nation n'a pas été défini ni organisé.

Un contrôle sérieux et sévère s'impose cependant plus que jamais. La vie administrative s'étend et se complique. Les dépenses de l'Etat s'élèvent annuellement à plusieurs milliards. Il y a danger de voir les ministres et l'administration exercer leur mission sans avoir à tenir compte de l'intervention possible de ceux qui votent les budgets ainsi mis à leur disposition.

C'est pour parer à cette lacune que nous avons l'honneur de saisir la Chambre de cette proposition de loi.

I.

Il semble que plus nous nous éloignons de la Révolution de 1830, qui créa la Belgique actuelle, et de l'œuvre des Constituants de 1831, plus les principes et les idées qui triomphèrent alors sont oubliés ou méconnus par ceux qui occupent le pouvoir.

Quels sont ces principes ?

L'article 25 de notre pacte fondamental déclare que « tous les pouvoirs émanent de la Nation ». Celle-ci est représentée par des députés et des sénateurs qui forment nos deux Chambres législatives. Ces Chambres exercent la souveraineté nationale. Elles votent les lois et les budgets. Le Roi et les ministres forment le pouvoir exécutif sous le contrôle des Chambres.

Les Chambres ont le droit de requérir la présence des ministres. Chacun de ses membres peut les interpeller, et les ministres, selon la formule consacrée, « sont aux ordres de la Chambre ».

La Chambre des Représentants a également le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant la Cour de Cassation. Elle peut aussi, par le vote d'un ordre du jour, blâmer l'un ou l'autre ministre et celui-ci est alors obligé de se retirer.

Voilà les principes constitutionnels en ce qui concerne les droits réciproques des élus de la Nation et des membres du Gouvernement.

Le droit de contrôle des membres du Parlement sur les actes des ministres est, dans ces conditions, incontestable. Malheureusement, l'exercice de ce droit de contrôle n'a pas été défini dans la Constitution. C'est évidemment une lacune regrettable, d'autant plus que peu à peu les ministres, ou certains d'entre eux tout au moins, ont tout fait pour contrarier le droit de contrôle des représentants de la Nation et se sont octroyés des prérogatives et une autorité non prévues dans notre charte.

II.

Nul ne contestera l'utilité et même la nécessité d'un contrôle parlementaire sur les actes du pouvoir exécutif.

Puisque ce droit de contrôle n'a pas été défini jusqu'ici, il doit l'être. Il doit aussi être organisé d'une manière précise.

Dans quel sens faut-il l'organiser ?

Dans l'esprit qui guida nos constituants, tout simplement.

Ceux-ci, s'ils ont oublié ou n'ont pas cru nécessaire l'organisation du contrôle parlementaire sur les actes gouvernementaux, ont fait connaître, de façon précise cette fois, leurs vues en rédigeant et en arrêtant le texte de notre loi communale.

L'article 69 de cette loi dit en effet :

« Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration ne peut être soustrait à l'examen des membres du Conseil ».

C'est clair, précis, sans équivoque possible !

Tous les auteurs qui se sont occupés de notre loi communale sont unanimement d'accord sur ce principe fondamental.

« Le législateur de 1834, déclarent MM. Williquet et Bellefroid, a voulu que rien de ce qui concerne la gestion des intérêts proprement communaux, ne pût échapper à l'examen des élus de la commune ».

D'autres auteurs disent, de leur côté :

« Du moment qu'un conseiller demande communication d'une pièce quelconque concernant l'administration, elle doit lui être soumise ».

« Le collège ne peut exiger que la demande lui soit adressée au préalable et par écrit ».

Et une dépêche ministérielle du 4 mars 1890 déclare : « L'obligation de communiquer implique celle de laisser prendre copie ».

Voilà qui est clair.

Eh bien, nous demandons, dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt d'une bonne et honnête gestion de la chose publique, que les députés et sénateurs se voient reconnaître les mêmes prérogatives et droits que possèdent les membres de nos conseils communaux, tels qu'ils furent définis, au lendemain de la Révolution de 1830, par nos constituants, auteurs de la loi communale.

Rien n'est plus légitime et rien n'est plus nécessaire.

III.

Mais il y a mieux encore, dans le même esprit de liberté entière du contrôle.

L'article 116 de la Constitution institue une Cour des Comptes « chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous les comptables envers le Trésor public ».

Les membres de la Cour des Comptes sont nommés par la Chambre des Représentants, pour un terme limité.

En ce qui concerne le droit d'investigation des membres de la législature dans les archives de la Cour des Comptes, nous possédons des précisions précieuses.

En effet, le droit d'investigation ou *contrôle parlementaire* sur les archives de la Cour des Comptes et les décisions prises par celle-ci a été réglé, dès 1831, et a fait l'objet d'une disposition inscrite dans le règlement d'ordre de cette institution, approuvé par le Congrès National en date du 9 avril 1831.

L'article 28 de ce règlement stipulait notamment : « ... Il sera donné à tout » membre des deux Chambres qui le demandera, communication, sans déplacement, » tant du Grand-Livre de la Dette publique, du registre des pensions à charge de » l'État, de toutes les décisions prises par la Cour, ainsi que de toutes les pièces » comptables et autres reposant dans s-s archives ».

L'application de cette disposition et l'interprétation restrictive que la Cour de l'époque entendait lui donner, ont donné lieu, à deux reprises, à des débats à la Chambre des Représentants, le 26 juillet 1907 (*Annales parlementaires*, p. 1764) et le 23 décembre 1910 (*Annales parlementaires*, p. 412).

Dans la séance du 26 juillet 1907, M. Mechelynck interprétait dans les termes suivants la portée de cet article 28 :

« Le droit de la Chambre ... me semble absolu ; il est fondé sur le décret » de 1831 contenant le règlement de la Cour des Comptes, qui oblige le greffier » à communiquer aux membres de la Chambre toutes les pièces comptables ainsi » que toutes les autres pièces quelconques reposant dans les archives de la Cour. » Peut-on nier que parmi celles-ci se trouve la correspondance échangée avec le » ministre ? »

» D'ailleurs, la Cour des Comptes n'est-elle pas chargée de préparer, pour les
» membres du Parlement, l'examen des comptes définitifs de l'État ? Et la Chambre
» ne doit-elle pas, pour se prononcer sur ces Comptes, posséder tous les éléments
» de l'instruction à laquelle la Cour des Comptes a procédé ? »

Le conflit portait sur le droit des membres des deux Chambres de consulter les dossiers *complets* de la Cour des Comptes, avec les avis émis par les bureaux de celle-ci et la correspondance échangée entre cette institution et les départements ministériels. Afin de permettre aux membres du Parlement d'exercer sur les finances publiques le contrôle parlementaire dans son entièreté, les Législateurs devaient avoir le droit de prendre connaissance de tous les éléments contenus dans ces dossiers.

Comme l'exprimait un jour notre collègue, M. Lamborelle, dans un rapport développant les considérations justifiant la revision de la loi organique de la Cour des Comptes, « rien de ce qui se passe à la Cour des Comptes ne doit être ignoré des » Représentants de la Nation, cette Cour n'étant en somme qu'une commission » permanente du Parlement organisée par la voie législative ». Et dans cette proposition de revision de la loi du 29 octobre 1846, due à l'initiative de MM. Masson, Claes, Buyl, Mansart, Lamborelle et Bertrand, ces députés proposaient d'insérer l'article 28 du règlement d'ordre dans la loi organique de la Cour des Comptes, et de le compléter par la disposition suivante :

« Tout membre des deux Chambres pourra prendre connaissance des corres-
» pondances échangées entre la Cour des Comptes et les départements ministériels
» ou les gouvernements provinciaux, des rapports présentés à la Cour des
» Comptes par ses bureaux, ainsi que des procès-verbaux des séances de la Cour. »

Cette proposition de loi, déposée en séance du 25 juillet 1913, ne vint pas en discussion avant la guerre, et ne fut pas reprise plus tard.

Mais en 1922, à la suite de la loi du 4 juin 1921 qui a augmenté le nombre des membres de la Cour des Comptes et l'a divisée en deux Chambres, un projet de nouveau règlement d'ordre de cette institution fut soumis par la Cour des Comptes à l'approbation de la Chambre des Représentants.

Ce projet reproduisait l'article 28 de l'ancien règlement, sans aucune modification, *la Cour mandataire du Pouvoir législatif ayant estimé que le mandant seul avait qualité pour déterminer l'étendue de son droit.*

A ce propos, M. Mechelynck, dans son rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner ce projet de règlement, s'exprimait en ces termes :

« La généralité des termes de l'article 28 ne justifiait pas le refus de com-
» muniquer que certains membres du Parlement ont rencontré et qui ont donné
» lieu aux débats » (de 1907 et 1910 dont question ci-dessus). Et dans le but d'éviter toute contestation à l'avenir, le texte de l'article 29 (ancien article 28) fut complété par les mots « des procès-verbaux des assemblées générales et de ses » Chambres, des correspondances échangées entre la Cour et les départements ministériels. »

Et l'article 29 fut adopté par la Chambre dans le texte définitif suivant :

« ... Il (le Greffier en chef) donnera à tout membre des Chambres législatives
» qui le demandera, communication, sans déplacement, du Grand Livre de la
» Dette publique, du registre des pensions à charge de l'État, de toutes les déci-

» sions prises par la Cour, des procès-verbaux de ses assemblées générales et de
» ses chambres, des correspondances échangées entre la Cour et les départements
» ministériels et, en général, de toutes les pièces comptables et autres quelconques
» reposant en ses archives.

C'est ainsi que fut solutionné le différend qui avait plus d'une fois surgi entre les membres de la Législature et la Cour des Comptes au sujet du droit de contrôle parlementaire sur les pièces déposées dans les archives de cette institution.

Voilà bien caractérisée l'idée que se faisaient nos constituants du droit de contrôle des mandataires communaux et législatifs. Si le droit pour les députés et sénateurs de prendre connaissance des dossiers et documents administratifs n'a pas été réglé, c'est que l'on a pensé, sans aucun doute, que c'était inutile, que ce droit ne pouvait être contesté.

Or, il l'est aujourd'hui. Les représentants et les sénateurs sont considérés et traités comme des étrangers!

IV.

Nous voici donc devant deux textes précis dus à nos Constituants, celui de l'article 69 de la loi communale et celui de l'article 28 du règlement d'ordre de la Cour des Comptes, de 1831.

Ils ne laissent aucun doute sur ce que voulaient les auteurs de notre pacte fondamental qui continue à nous régir, et qui donnait aux Représentants de la nation un droit absolu de contrôle sur les actes des ministres.

Nous sommes loin, aujourd'hui, de cet esprit de 1830 dont on parle encore dans certains discours officiels.

Montrons, par quelques exemples, de quelle manière certains ministres envisagent le droit des parlementaires de contrôler les actes du pouvoir.

Au mois de mars 1901, le président du Sénat, M. le duc d'Ursel, écrivait au chef du Cabinet, M. de Smet de Naeyer, qu'un Sénateur lui avait demandé d'être renseigné sur les prérogatives qu'assure aux mandataires de la Nation, la médaille dont ils sont porteurs.

Ce Sénateur désirait savoir si, sur la seule présentation de cet insigne, il pouvait être admis à visiter les casernes, les prisons, les institutions d'instruction publique, les établissements et les dépendances des chemins de fer, les postes, télégraphes et téléphones, enfin, tous les établissements dont la haute direction appartient à l'État.

Le ministre répondit au Président du Sénat :

« Je ne saurais, Monsieur le Président, me rallier à cet avis. Le Gouvernement a la direction des services publics sous le contrôle des Chambres et il encourt la responsabilité de cette direction : c'est donc à lui qu'il appartient, lorsque des abus sont signalés, de faire les enquêtes nécessaires dans les établissements qui dépendent de lui et parmi le personnel placé sous ses ordres.

» L'article 40 de la Constitution donne, il est vrai, à chacune des deux Chambres le droit d'enquête, mais l'exercice de ce droit est réglé par la loi, et aucun droit d'enquête n'est, et ne peut être reconnu individuellement aux membres des Assemblées législatives.

» Si, d'après les idées de l'honorable M..., tout Sénateur ou tout Représen-

tant (les Représentants devant forcément être placés ici sur la même ligne que les Sénateurs) pouvait, à n'importe quel moment et n'importe pour quelle raison, pénétrer dans un établissement quelconque de l'État, si, « pour se renseigner immédiatement, sur les lieux mêmes » il avait le droit de distraire les agents de l'État de leurs occupations et de les soumettre à des interrogatoires, il est de toute évidence que cette intervention troublerait le service et qu'elle ne manquerait pas d'influencer le personnel au détriment de l'autorité des chefs : les employés tiendraient fatalement compte des critiques et des appréciations implicitement contenues dans les questions qui leur seraient posées par le Sénateur ou par le Représentant — je ne parle pas du cas où celui-ci ne se bornerait pas à poser des questions. La discipline serait ainsi compromise et la pleine responsabilité du service ne pèserait plus sur ceux qui doivent légalement la supporter ; il y aurait, dans les administrations, une cause permanente et puissante de désorganisation.

» Malgré toute sa déférence envers les membres des Chambres législatives, le Gouvernement doit, en cette matière, dans l'intérêt de la chose publique, maintenir intactes les attributions du pouvoir exécutif. »

Est-il besoin de faire remarquer que la question du président était mal posée et que le ministre répondit à côté ? Le sénateur demandait s'il avait le droit de visiter les établissements de l'État. Le ministre parla du droit de faire des enquêtes !

Tel n'est pas le but que nous poursuivons. Il est plus simple.

A chacun son rôle. Le ministre doit administrer, diriger le service qui lui est confié, sous sa responsabilité. Le représentant n'a pas à se substituer à lui, n'a pas à distraire de leur service des fonctionnaires ni à les questionner. Sur ce point, nous sommes d'accord. Mais il s'agit, pour nous, du droit des députés et des sénateurs de se faire communiquer les dossiers de certaines affaires, droit reconnu en matière communale, aux administrateurs de nos communes.

Ce droit, nous l'avons vu, est absolu dans le domaine communal et jamais, depuis près d'un siècle, il n'a été contesté et jamais non plus il n'a donné lieu à des abus.

Sans doute, il peut y avoir des inconvénients à la communication de certains dossiers, notamment en cas d'accidents de chemin de fer donnant lieu à procès, ou d'autres affaires dont les tribunaux sont saisis. Il suffirait au ministre de montrer cette difficulté pour que le député se déclare satisfait. S'il ne l'était pas, il lui resterait le droit de saisir la Chambre de l'incident et de proposer à celle-ci de demander le dépôt dudit dossier sur son bureau.

Si pareil vote avait lieu, il serait impossible à nos ministres de refuser cette communication.

Il en fut ainsi, du reste, en 1897, au sujet d'un accident de charbonnage.

Deux ordres du jour avaient été présentés au sujet de la communication du dossier judiciaire de cet accident. L'un par M. Vandervelde, disant : « La Chambre exprime le vœu de voir déposer sur son bureau le dossier administratif et judiciaire en cause de la Société des Produits du Flénu, année 1868. »

L'autre par M. Woeste, ainsi libellé :

« La Chambre, considérant que le Gouvernement ayant déclaré ne voir aucune difficulté à la communication du dossier judiciaire relatif à l'accident des Produits du Flénu, il convient que ce dossier soit mis à sa disposition, passe à l'ordre du jour. »

L'ordre du jour de M Woeste fut adopté et le dossier de cette affaire fut déposé sur le bureau de la Chambre, le 16 février 1897.

Bien souvent cependant, pour des accidents de mines, de chemins de fer et encore lors du naufrage du *Navire-Ecole*, la Chambre fut saisie d'une demande de communication des dossiers administratifs ou judiciaires de l'affaire, le Gouvernement s'y était opposé, et la majorité s'était ralliée aux vœux du Gouvernement.

Mais dans toutes ces affaires d'accidents, il y eut une interpellation et c'est quand la réponse du ministre ne donnait pas satisfaction à l'interpellateur que la demande de communication du dossier fut présentée.

Les cas les plus nombreux seront ceux des députés ou des sénateurs qui voudraient consulter l'un ou l'autre dossier dont ils pourraient avoir besoin ou non, en vue soit de la discussion d'un budget, soit de l'examen d'une convention, soit encore d'une interpellation à faire à l'un ou l'autre chef d'un département ministériel.

C'est ici que nous voudrions voir reconnaître le droit de contrôle parlementaire.

La Nation a le droit de voir ceux qui la représentent, gouverner et administrer dans l'intérêt général, éviter les abus et les actes de complaisance à l'égard de groupes ou d'individus.

Ce but ne peut être atteint que par un contrôle sérieux de la gestion des ministres. La publicité est la sauvegarde des peuples contre les abus du pouvoir. Il ne doit pas y avoir des dossiers secrets, surtout pour les représentants du pays. On a coutume de dire que nos Hôtels de villes doivent être des « maisons de verre », que tout ce qui s'y fait doit être vu de tous. Il doit en être de même de nos départements ministériels.

Au surplus, si le chef d'un ministère agit loyalement, s'il administre correctement, s'il n'y a pas d'abus ou des complaisances dans ses services, pourquoi redouterait-il les contrôles, quelle crainte devrait-il avoir de communiquer aux députés et sénateurs les dossiers dont il a la garde?

Mais il s'agit ici de bien préciser.

Lorsque nous parlons de dossiers, il va de soi qu'il ne s'agit pas de ceux relatifs à des affaires en cours, en instances, mais bien d'affaires terminées, pour lesquelles une décision ministérielle est intervenue. Il va sans dire aussi que les investigations des députés et sénateurs ne peuvent porter sur les dossiers des agents et fonctionnaires de l'État, sauf toutefois lorsqu'il s'agit d'un agent ayant été frappé d'une peine grave ou de révocation.

En fait, les demandes de dossiers seront très rares et ne pourront entraver en rien la marche régulière de l'administration.

V.

Il semble cependant que la méfiance des ministres à l'égard des élus du pays est évidente.

Récemment, à la suite de la discussion du budget des chemins de fer, au Sénat, où le ministre actuel croyait avoir la conviction que certain sénateur avait pu avoir connaissance des dossiers administratifs, M. Neujean, à la date du 21 mars 1923, envoya dans tous ses services un ordre spécial disant notamment :

« Ordre spécial. — Communication de renseignements à des personnes étrangères. — Circulation dans les bureaux. — Rappel à nos instructions précédentes. — Il est rappelé au personnel que les fonctionnaires et agents de toutes catégories ne peuvent fournir aucun renseignement sur des faits d'ordre administratif, ni communiquer aucun dossier, document, etc., à des personnes étrangères à l'administration, sans autorisation expresse de l'autorité compétente.

» Il est interdit aux personnes étrangères à l'Administration de circuler dans les bureaux affectés à l'usage du personnel. Des sanctions seront prises contre les fonctionnaires et agents qui transgresseront les instructions prérappelées, etc. »

Appelé à s'expliquer à ce sujet, invité à dire si les députés et sénateurs sont considérés par lui comme étant des « des personnes étrangères à l'Administration » qu'il dirige, M. Neujean ne s'est pas prononcé directement et, pour toute réponse, il s'est borné à dire que l'ordre spécial en question n'était que la reproduction d'un ordre du même genre de l'un de ses prédécesseurs, M. Helleputte.

Cet ordre, il n'y a pas à en douter, est formel. Il vise les élus de la Nation. Il a pour but de les empêcher d'exercer leur droit légitime de contrôle des actes du pouvoir exécutif.

L'importance du problème que soulève notre proposition de loi et la nécessité de le résoudre une bonne fois, résulte à l'évidence des nombreux incidents parlementaires qu'il a suscité déjà.

D'un dossier qui m'a été communiqué, à ma demande, par M. le greffier de la Chambre, il ressort que depuis une trentaine d'années, tant en séances publiques qu'en comité secret, il a été maintes fois question du droit de contrôle des députés et de la manière dont ce droit pouvait être exercé.

En ce qui concerne la communication des dossiers concernant l'annulation d'élections communales, il y eut des discussions à la Chambre en 1879, 1881, 1882, 1887, 1890 et 1892.

Pour les accidents survenus dans les charbonnages, il y eut des demandes semblables en 1895, 1896, 1897, 1898.

Quant aux accidents ou catastrophes de chemins de fer, et aux droits des députés de se voir communiquer les dossiers de ces affaires, la Chambre eut à s'en occuper en 1899, 1900, 1902, 1906, etc.

Enfin, en ce qui concerne le droit de visiter les établissements de l'État, par les sénateurs et députés, sur le vu de leur médaille, droit qui fut toujours reconnu sous le régime censitaire, il y fut parfois mis obstacle ce qui, depuis 1884, jusqu'en 1923, souleva à diverses reprises des discussions, tant en séance publique qu'en Comité secret.

Bien des fois, des ministres mis en cause déclarèrent qu'ils ne s'opposaient point à la communication de dossiers, qu'il suffirait aux députés de le leur demander, que du reste des communications de ce genre avaient souvent eu lieu.

Nous vivons donc, en fait, sous un régime spécial, celui du bon plaisir ministériel. C'est le contrôlé qui décidera si le contrôleur pourra ou non exercer son contrôle et, pour ce faire, aura ou non à sa disposition les dossiers détenus par le contrôlé!

Pareil régime est inadmissible! Il est un défi aux principes constitutionnels qui règlent le gouvernement du pays par le pays et dont le corollaire est le droit de contrôle indispensable de ceux qui exercent la souveraineté.

Le contrôle général, illimité serait la règle. Mais à toute règle des exceptions peuvent être admises.

Ainsi, en matière d'administration communale, la règle est qu'aucun acte, aucune pièce concernant l'administration d'une commune ne peut être soustraite à l'examen d'un conseiller de la commune. Il est fait exception, cependant, pour les pièces et correspondances entre le bourgmestre agissant comme chef de la police ou comme représentant du pouvoir central. De même, nous pourrions admettre des exceptions à la règle qui fait l'objet de notre proposition de loi, par exemple, lorsqu'il s'agit de documents concernant la défense nationale ou les relations diplomatiques avec un pays étranger. Dans ce cas, si un refus est opposé à un membre de la législature, c'est celle-ci qui, en dernier ressort, aurait à se prononcer. C'est ce que prévoit l'article 3 de notre proposition.

Telles sont les raisons qui nous ont guidés en soumettant à la Chambre notre proposition de loi. Une solution s'impose qui fixera les droits réciproques des membres de la législature et des membres du pouvoir exécutif. Ne pas la résoudre, ce serait pour le Parlement un acte de faiblesse inconcevable, une abdication incompréhensible, une méconnaissance absolue de ses droits et de ses prérogatives. Aussi avons-nous l'espoir que nos honorables collègues feront à cette proposition de loi un accueil favorable.

LOUIS BERTRAND.



(10)

(1)
(N° 364.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JULI 1923.

WETSVOORSTEL

tot regeling van het recht van contrôle der Volksvertegenwoordigers
en Senatoren.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het debat over de Begroting van het Ministerie van Spoorwegen, Posten, Telegrafien, enz., voor 1923, zoowel in den Senaat als in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, heeft de oneenigheid doen blijken welke bestaat tusschen zekere vertegenwoordigers der Natie en de Ministers, voor wat betreft de wederzijdsche rechten en plichten van diegenen welke de macht uitoefenen en diegenen welke door de Grondwet de zending kregen de uitoefening dezer macht te controleeren.

Rechtuit gezegd, de rechten der eenen en de plichten en verantwoordelijkheden der anderen zijn nooit op klare wijze bepaald geworden.

Bedoeld debat heeft sommigen mijner collega's van Senaat en van Kamer in botsing gebracht met den Minister van Spoorwegen. De eersten, ten einde hunne zending van contrôle te kunnen uitoefenen, meenen het recht te hebben zich bij het Bestuur te gaan inlichten en de dossiers van de bestuurszaken te raadplegen. Daarentegen, ziet de Minister ongaarne dat de Parlementsleden deze contrôle uitoefenen; hij weerstaat en houdt zekere stukken geheim en verborgen; hij vaardigt dienstbevelen uit, of vaardigt ze opnieuw uit, waarbij de Volksvertegenwoordigers en de Senatoren als vreemdelingen aan het bestuur worden behandeld.

Er bestaat dus een geschil tusschen de vertegenwoordigers der Natie en de leden van de Regeering. Dit geschil is het gevolg van het feit: dat tot nog toe het recht van contrôle bij de mandatarissen der Natie niet werd bepaald noch geregeld.

Meer dan ooit echter, dringt zich een ernstige en strenge contrôle op. Het bestuursleven breidt zich uit en loopt meer ineen. De Staatsuitgaven bereiken verscheidene milliarden per jaar. Er bestaat gevaar, dat Ministers en bestuur

hunne zending uitoefenen zonder dat zij denken rekening te moeten houden met de mogelijke tusschenkomst van diegenen welke over de aldus te hunner beschikking gestelde begrootingen zullen stemmen.

Om in die leemte te voorzien, hebben wij de eer dit wetsvoorstel bij de Kamer aanhangig te maken.

I.

Het schijnt dat, hoe meer wij ons verwijderen van de Omwenteling van 1830, waardoor de huidige Staat België ontstond, alsmede van het werk der Grondwetgevers in 1831, des te meer geraken de alsdan overheerschende beginselen en begrippen in den vergeethoek of worden miskend door degenen die de macht uitoefenen.

Welke zijn deze beginselen?

Artikel 25 van onze Grondwet verklaart dat « al de Staatsmachten uitgaan van het volk ». Het volk is vertegenwoordigd door afgevaardigden en senatoren die onze beide Wetgevende Kamers uitmaken. Deze Kamers oefenen 's Lands souvereiniteit uit. Zij stemmen over de wetten en de begrootingen. De Koning en de Ministers vormen de uitvoerende macht onder de contrôle der Kamers.

De Kamers hebben het recht de aanwezigheid der Ministers te vorderen. Elk harer leden mag ze interpeleeren, en de Ministers, volgens de geijkte formule, « staan ten dienste van de Kamer ».

De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft insgelijks het recht de Ministers in beschuldiging te stellen en voor het Hof van Cassatie te dagen. Zij vermag ook, door de aanneming van eene motie, een of ander Minister laken en deze is alsdan verplicht ontslag te nemen.

Ziedaar de grondwettelijke beginselen voor wat betreft de wederzijdsche rechten van de verkozenen der Natie en van de leden der Regeering.

Het recht van contrôle der Parlementsleden over de handelingen der Ministers is, dienvolgens, onbetwistbaar. Ongelukkiglijk, werd dit recht van contrôle niet in de Grondwet bepaald. Dit is voorzeker eene betreurenswaardige leemte, des te meer, daar langzamerhand de Ministers, of ten minste sommigen onder hen, al hebben gedaan om het recht van contrôle van de Vertegenwoordigers der Natie te dwarsboomen en zich voorrechten hebben aangematigd en een gezag welke in onze Grondwet niet werden voorzien.

II.

Niemand zal het nut en zelfs de noodzakelijkheid betwisten van eene parlementaire contrôle over de handelingen van de uitvoerende macht.

Daar dit recht van contrôle tot nog toe niet werd omschreven, moet dit worden gedaan. Het moet ook geschieden op eene nauwkeurige wijze.

In welken zin moet het geregeld worden?

Eenvoudig, in den geest die onze grondwetgevers heeft bezielde.

Indien dezen de regeling van de contrôle der Regeringshandelingen door het Parlement hebben vergeten of niet noodig geacht, zij hebben echter, op

eene nauwkeurige wijze, ditmaal, hunne inzichten doen kennen bij het opstellen en het vaststellen van den tekst onzer gemeentewet.

Artikel 69 van deze wet luidt immers :

« *Geenerlei akte, geenerlei stuk betrekking hebbende op het bestuur mag aan het onderzoek der raadsleden onttrokken worden.* »

Dit is klaar, duidelijk, zonder de minste dubbelzinnigheid.

Al de schrijvers, welke zich met onze gemeentewet hebben beziggehouden, zijn het eenparig eens over dit grondbeginsel.

« De wetgever van 1834, zoo verklaren de heeren Williquet en Bellefroid, heeft gewild dat niets, van hetgeen het beheer der eigenlijke gemeentebelangen betreft, aan het onderzoek van de verkozenen der gemeente kon ontsnappen. »

Andere schrijvers zeggen hunnerzijds :

« Van zoodra een raadslid mededeeling vraagt van eenig stuk betreffende het bestuur, moet dit hem voorgelegd worden. »

« Het College mag niet eischen dat de aanvraag hem vooraf en schriftelijk worde gedaan. »

En een ministerieel besluit van 4 Maart 1890 verklaart : « De verplichting van mede te deelen sluit in de verplichting van afschrift te laten nemen. »

Dit is duidelijk.

Welnu, wij vragen in het belang van een goed en eerlijk beheer der openbare zaak, dat de volksvertegenwoordigers en senatoren dezelfde rechten zouden bezitten als de leden van onze gemeenteraden, zooals die rechten werden bepaald, onmiddellijk na de Omwenteling van 1830, door onze grondwetgevers die de gemeentewet hebben gemaakt.

Niets is billijker, niets is noodzakelijker.

III.

Maar in denzelfden geest van volledige vrijheid van contrôle, is er nog iets meer.

Krachtens artikel 116 van de Grondwet, wordt een Rekenhof opgericht « belast met het nazien en het vereffenen der rekeningen van het algemeen bestuur en van al de rekenplichtigen tegenover de Schatkist. »

De leden van het Rekenhof worden door de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor een beperkten termijn benoemd.

Wat betreft het recht van navorsching dezer leden van de wetgeving in de archieven van het Rekenhof, bezitten wij kostbare aanduidingen.

Inderdaad, het recht van navorsching of de *parlementaire contrôle* over de archieven van het Rekenhof, en de beslissingen door dit Hof genomen, werd in 1831 geregeld en vastgelegd in eene bepaling opgenomen in het reglement van orde dezer inrichting, dat door het Nationaal Congres op 9 April 1831 werd goedgekeurd.

Artikel 28 van dit reglement bepaalde namelijk : « Aan ieder lid der beide Kamers zal op zijn verzoek mededeeling gegeven worden, zonder verplaatsing, zoowel van het Grootboek der Openbare Schuld, van het register der pensioenen ten laste van den Staat, van al de beslissingen door

het Hof genomen, evenals van al de kasbescheiden en andere documenten berustend in zijn archief. »

De toepassing van deze bepaling en de beperkende verklaring die het Hof er wilde aan geven, hebben twee malen aanleiding gegeven tot besprekingen in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, op 26 Juli 1907 (*Handelingen der Kamer*, bl. 1764) en op 23 December 1910 (*Handelingen der Kamer*, bl. 412).

In de vergadering van 26 Juli 1907 verklaarde de heer Mechelynck de beteekenis van artikel 28 volgenderwijze :

« Het recht van de Kamer schijnt mij absoluut; het is gesteund op het » decreet van 1831 inhoudende het reglement van het Rekenhof, dat den » griffier verplicht aan de leden van de Kamer al de kasbescheiden mede » te deelen evenals al de andere stukken berustend in het Archief van » het Hof. Kan men ontkennen dat onder deze zich ook de briefwisseling » met den Minister bevindt ?

» Ten andere, is het Rekenhof niet belast met, voor de leden van het » Parlement, het onderzoek van de definitieve rekeningen van den Staat » voor te bereiden ? En moet de Kamer, om over deze rekeningen te kunnen » uitspraak doen, niet al de gegevens bezitten van het onderzoek dat het » Rekenhof heeft gedaan ? »

Het geschil liep over het recht van de leden van beide Kamers de volledige dossiers van het Rekenhof te raadplegen, met de adviezen uitgebracht door de bureelen van het Hof en de briefwisseling tusschen deze instellingen en de Ministerieele Departementen. Om de Parlementsleden in de mogelijkheid te stellen de parlementaire contrôle over de openbare financiën geheel uit te oefenen, moesten de Wetgevers het recht hebben kennis te nemen van al de gegevens in deze dossiers vervat.

Zooals onlangs onze collega, de Heer Lamborelle het zegde, in een verslag waarin hij de beschouwingen uiteenzette die pleiten voor de herziening van de wet tot inrichting van het Rekenhof, « moet er niets, van alles wat in het Rekenhof gebeurt, verholen blijven voor de Vertegenwoordigers der Natie, daar dit Hof ten slotte niets anders is dan eene bestendige Commissie door het Parlement langs wetgevenden weg opgericht ». En in het voorstel tot herziening der wet van 29 October 1846, uitgaande van de Heeren Masson, Claes, Buyl, Mansart, Lamborelle en Bertrand, stelden deze heeren voor, artikel 28 van het reglement van orde in te lasschen in de wet tot inrichting van het Rekenhof, en het door navolgende bepaling aan te vullen :

« Elk lid van een van beide Kamers kan kennis nemen van de briefwisseling tusschen het Rekenhof en de Ministerieele Departementen of de » provinciale besturen, van de verslagen ingediend bij het Rekenhof door » zijne bureelen, evenals van de processen-verbaal der zittingen van het » Hof. »

Dit wetsvoorstel, ingediend ter vergadering van 23 Juli 1913, kwam niet ter bespreking vóór den oorlog, en werd later niet opnieuw ingediend.

Maar in 1922, tengevolge der wet van 4 Juni 1921, waarbij het getal raadsleden van het Hof werd vermeerderd, en het Hof werd verdeeld in twee

Kamers, werd een ontwerp van nieuw reglement van orde dezer instelling, door het Rekenhof onderworpen aan de goedkeuring van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Dit ontwerp nam artikel 28 van het vroeger reglement over, zonder eenige wijziging, *daar het Hof, mandataris van de Wetgevende macht, oordeelde dat alleen de lastgever gerechtigd was te bepalen hoe ver zijn recht strekte.*

Daarover schreef de heer Mechelynck in zijn verslag namens de Commissie, belast met het onderzoek van het ontwerp van reglement, het volgende :

« De algemeenheid der termen van artikel 28 verklaarde niet de weigering » van mededeeling die sommige leden van het Parlement hebben ontmoet » en die aanleiding hebben gegeven tot de besprekingen » (van 1907 en 1910 waarvan hooger sprake). En om alle betwisting in de toekomst te vermijden, werd de tekst van artikel 29 (vroeger artikel 28) aangevuld met de woorden : « van de processen-verbaal der algemeene vergaderingen en » van zijne Kamers, van de briefwisseling tusschen het Hof en de Ministerieele Departementen ».

En artikel 29 werd door de Kamer aangenomen in den volgenden definitieven tekst :

« ... Hij (de hoofdgriffier) geeft aan elk lid van beide Wetgevende Kamers, » die het aanvraagt, zonder verplaatsing, mededeeling van het Grootboek » der Openbare Schuld, van het register der pensioenen komende ten laste » van den Staat, van al de beslissingen genomen door het Rekenhof, van de » processen-verbaal van zijne algemeene vergaderingen en zijne Kamers, » van de briefwisseling tusschen het Hof en de Ministerieele Departementen, » en, over het algemeen, van alle kasbescheiden en welkdanige andere » stukken berustend in zijn archief. »

Aldus kwam eene oplossing in het geschil dat meermaals was opgerezen tusschen de leden der Wetgeving en het Rekenhof in zake recht van parlementair toezicht over de stukken in het archief van deze instelling neergelegd.

Hier is dus de meening wel duidelijk gemaakt, welke onze Grondwetgevers hadden over het recht van contrôle der afgevaardigden van de gemeenten en van het Land. Wordt het recht der volksvertegenwoordigers en senatoren, kennis te nemen van de dossiers en de bestuursdocumenten, niet geregeld, dan ligt zulks aan het feit, dat men ongetwijfeld gemeend heeft dat zulks overbodig was, dat dit recht niet kon betwist worden.

Thans echter wordt dit recht betwist. De Volksvertegenwoordigers en senatoren worden als vreemdelingen aangezien en behandeld!

IV.

Wij staan dus tegenover twee klare teksten die uitgaan van onze Grondwetgevers, den tekst van artikel 69 der gemeentewet en den tekst van artikel 28 van het reglement van orde van het Rekenhof, 1831.

Zij laten niet den minsten twijfel over hetgeen de makers van onze Grondwet hebben gewild, thans nog van kracht zijnde en die aan de vertegenwoordigers der Natie een onbeperkt recht van contrôle gaf over de handelingen der ministers.

Heden ten dage staan wij fel verwijderd van den geest van 1830, waarover men nog gewaagt in sommige officieele redevoeringen.

Het moge uit enkele voorbeelden blijken, op welke wijze sommige ministers het recht van contrôle der Kamerleden over de daden der uitvoerende macht verstaan.

In Maart 1901, schreef de voorzitter van den Senaat, hertog d'Ursel, aan het Hoofd van het Kabinet, den heer de Smet de Nayer, dat een senator hem had gevraagd verklaringen te ontvangen over de voorrechten welke aan de afgevaardigden der Natie worden verleend door de medaille welke zij dragen.

Deze senator wenschte te weten of hij, op het eenvoudig vertoon van dit erkenningsteeken, kon worden toegelaten tot de kazernen, de gevangenissen, de instellingen van openbaar onderwijs, de inrichtingen en aanhoorigheden der spoorwegen, postkerken, telegraaf en telefoon, kortom, al de instellingen waarvan het hoofdbestuur aan den Staat behoort.

De minister antwoordde aan den Voorzitter van den Senaat :

« Mijnheer de Voorzitter, ik kan met deze meening niet instemmen. De Regeering heeft de leiding der openbare diensten, onder de contrôle der Kamers, en zij draagt de verantwoordelijkheid dezer leiding : wanneer misbruiken worden aangeklaagd, hoort het dus haar toe, het vereischte onderzoek in te stellen in de inrichtingen en bij het personeel, die beide onder haar gebied staan.

« Wel is waar wordt door artikel 40 der Grondwet aan elk der beide Kamers het recht van onderzoek toegekend, doch de uitoefening van dit recht wordt door de wet geregeld, en geen recht van onderzoek hoegenaamd wordt noch kan worden toegekend aan de afzonderlijke leden der Wetgevende Kamers.

» Indien, volgens de meening van den achtbaren M..., ieder senator of ieder volksvertegenwoordiger (de volksvertegenwoordigers moeten hier natuurlijk op denzelfden voet worden gesteld als de senatoren) het recht had, eender wanneer en eender om welke reden, in eene welkdanige Staatsinstelling binnen te dringen, indien « om zich onmiddellijk en ter plaatse in te lichten » het hem toegelaten was de Staatsbeambten van hunne bezigheden af te trekken en ze ondervragingen te doen ondergaan, dan zou dit optreden klaarblijkelijk den dienst storen en onvermijdelijk het personeel beïnvloeden tot nadeel van het gezag der overheden : de beamten zouden natuurlijkerwijs rekening houden met de critiek en de beoordeeling, bevat in de vragen hun door den senator of door den volksvertegenwoordiger gesteld — afgezien van het geval dat men zich niet enkel bij bloote vragen bepaalt. De tucht kwame aldus in gevaar en de volle verantwoordelijkheid van den dienst zou niet meer rusten op hen die ze wettelijk dragen moeten ; er zou in de besturen eene bestendige en sterke oorzaak tot ontreddeering bestaan.

» Ondanks al de waardeering welke de Regeering voor de leden der Wetgevende Kamers koestert, moet zij, op dit gebied, in 't belang van de openbare diensten, de bevoegdheden van de uitvoerende macht ongekrenkt handhaven. »

Is het wel noodig te doen opmerken, dat de vraag van den Voorzitter verkeerd was gesteld en dat de Minister er naast heeft geantwoord? De senator vroeg of hij het recht had de Staatsinstellingen te bezoeken en de Minister spreekt van het recht van onderzoek!

Dat is niet ons nagestreefde doel; het is veel eenvoudiger.

Ieder in zijn vak. De Minister moet den dienst, welken hem werd toevertrouwd, besturen, leiden onder zijne verantwoordelijkheid. De volksvertegenwoordiger heeft zich niet in de plaats te stellen van den Minister; zijne taak is ook niet, ambtenaren aan hunne werkzaamheden te onttrekken, noch hun vragen te stellen. Daarover zijn wij het eens. Het geldt hier het recht voor de volksvertegenwoordigers en de senatoren, kennis te nemen van de dossiers betreffende sommige zaken, recht dat in gemeentezaken aan de bestuurders onzer gemeenten wordt erkend.

Dit recht is, zooals wij hebben gezien, onbeperkt op gemeentelijk gebied en nooit werd het, sedert schier eene eeuw, betwist noch gaf het aanleiding tot misbruiken.

Ongetwijfeld kunnen er bezwaren oprijzen bij het overmaken van sommige dossiers, namelijk in zake spoorwegongevallen die rechtsgedingen voor gevolg hebben, of andere zaken die bij de rechtbanken aanhangig zijn. Het ware voldoende dat de Minister dit bezwaar deed gelden om den volksvertegenwoordiger te bevredigen. Ware hij daarmee niet voldaan, dan bleef hem het recht over, het incident bij de Kamer aanhangig te maken en haar te vragen, dat bedoeld dossier op haar bureel worde neergelegd.

Bracht de Kamer dergelijke stemming uit, dan kon de Minister onmogelijk de kennisgeving weigeren.

Aldus was overigens het geval in 1897, toen het een mijnongeval gold.

Twee moties werden neergelegd betreffende de kennisgeving van het rechterlijk dossier dezer zaak. De eene motie ging uit van den heer Vandervelde en luidde: « De Kamer drukt den wensch uit, dat op haar bureel worde neergelegd het bestuurlijk en rechterlijk dossier der zaak van de « Société des Produits du Flénu » jaar 1868 ».

De andere motie ging uit van den heer Woeste en luidde als volgt:

« De Kamer, overwegende dat *de Regeering verklaard heeft geen bezwaar hoegenaamd te zien in de mededeeling van het rechterlijk dossier* betreffende het ongeval der « Produits du Flénu », *zoo betaamt het, dat dit dossier tot hare beschikking worde gesteld*, en gaat over tot de orde van den dag ».

De motie van den heer Woeste werd aangenomen en het dossier van deze zaak neergelegd op het bureel der Kamer, den 16^e Februari 1897.

Zeer dikwijls, echter, bij mijn- of spoorwegrampen en bij de schipbreuk van het *Schoolschip*, werd bij de Kamer een vraag ingediend om mededeeling te bekomen van de bestuurlijke of rechterlijke dossiers der zaak; de Regeering had er zich tegen verzet en de meerderheid had zich met de Regeering aangesloten.

Doch, in al die zaken van ongevallen was er een interpellatie en het is, wanneer het antwoord van den Minister geen voldoening schonk aan den interpellator, dat de aanvraag werd ingediend om mededeeling van het dossier te bekomen.

De meest voorkomende gevallen zijn die van de volkvertegenwoordigers of senatorsden die een of ander dossier zouden willen raadplegen, dat zij al dan niet zou kunnen noodig hebben, hetzij voor de behandeling eener begrooting, hetzij voor het onderzoek eener overeenkomst, hetzij nog voor het interpellereen van een of anderen Minister.

Hierin zouden wij het recht van contrôle door het Parlement willen erkend zien.

Het Land heeft het recht te willen, dat degenen, die het verlegenvoorden, in het algemeen belang regeeren en besturen, de misbruiken en de willekeurige handelingen ten opzichte van groepen of van afzonderlijke personen vermijden.

Dit doel kan slechts bereikt worden door een ernstige contrôle van het beheer der Ministers. De publiciteit is de vrijwaring van de volkeren tegen de machtsmisbruiken. Er mogen geen geheime dossiers bestaan, vooral niet voor 's Land vertegenwoordigers. Men is gewoon te zeggen, dat onze gemeentehuizen « glazen huizen » moeten zijn, dat alles aldaar ten aanzien van eenieder moet geschieden. Zoo ook moet het gaan voor onze ministerieele departementen.

Overigens, indien het hoofd van een ministerie loyaal handelt, indien het op onberispelijke wijze bestuurt, indien er geene misbruiken of willekeurige handelingen in zijne diensten bestaan, waarom zou hij dan contrôle duchten, waarom zou hij vreezen aan de volksvertegenwoordigers en senatoren de dossiers mede te deelen welke hij in bewaring heeft?

Doch hier dient men zich klaar uit te drukken :

Wanneer wij dossiers verlangen, spreekt het van zelf dat het niet deze betreft welke nog niet afgesloten zijn, waarover een eisch werd ingesteld, maar wel de afgedane zaken over welke een ministerieele beslissing werd genomen.

Het is ook klaar, dat de navorschingen van de Parlementsleden niet mogen voor doel hebben de dossiers der ambtenaren en beambten van den Staat, behalve, echter, wanneer het betreft een beambte die zwaar werd gestraft of die werd afgezet.

Feitelijk, zullen de aanvragen naar dossiers zeer zeldzaam zijn en zullen geenszins den regelmatigen gang van het bestuur kunnen belemmeren.

V.

Het schijnt echter dat het wantrouwen der Ministers jegens de verkozenen van het Land onloochenbaar is.

Onlangs, bij de behandeling der Begrooting van de Spoorwegen, in den Senaat, waar de huidige Minister de overtuiging meende te bezitten dat zeker Senator van de bestuursdossiers had kennis gekregen, zond de heer Neujean, dd. 21 Maart 1923, aan al zijne diensten een bijzonder bevel luidende :

« Bijzonder bevel. — Mededeeling van inlichtingen aan vreemde personen. — Verkeer in de bureelen. — Verwijzing naar onze vorige onder-richtingen. — Wij herinneren aan het personeel, dat de ambtenaren en

beambten van alle categorieën geene enkele inlichting mogen verstrekken over feiten van bestuurlijken aard, noch gelijk welk dossier, stuk, enz., mededeelen aan personen vreemd aan het bestuur, zonder uitdrukkelijke machtiging vanwege de bevoegde overheid.

« De personen, vreemd aan het Bestuur, worden niet toegelaten in de bureelen welke voor het personeel zijn bestemd. Strengere maatregelen zullen genomen worden tegen de ambtenaren en beambten die vóórnoemde onder-richtingen mochten overtreden, enz. »

Aangezocht zijnde zich over de zaak nader te verklaren en te zeggen of de volksvertegenwoordigers en senatoren door hem worden beschouwd als « personen die vreemd zijn aan het Bestuur » waarover hij de leiding heeft, gaf de heer Neujean geen rechtstreeks antwoord en bepaalde er zich bij te zeggen, dat bedoeld bijzonder bevel slechts de herhaling was van een soortgelijk bevel destijds gegeven door een zijner voorgangers, den heer Helleputte.

Dit bevel is uitdrukkelijk; dat is onbetwistbaar. Het beoogt de gekozenen der Natie en heeft ten doel ze te beletten hun billijk recht van contrôle uit te oefenen op de daden van de uitvoerende macht.

Dat het vraagstuk door ons wetsvoorstel opgeworpen belangrijk is en eens en voorgoed moet worden opgelost, blijkt klaar uit de talrijke incidenten die in het Parlement daarover reeds zijn opgerezen.

Uit een dossier dat mij, op aanvraag, door den heer griffier der Kamer werd overgemaakt, blijkt, dat sedert een dertigtal jaren, zoo in openbare als in besloten vergaderingen, herhaaldelijk sprake is geweest van het recht van contrôle der volksvertegenwoordigers alsmede van de wijze waarop dit recht moest worden uitgeoefend.

Betreffende de kennisgeving van het dossier in zake nietigverklaring van gemeenteverkiezingen, werden Kamerdebatten gevoerd in 1879, 1881, 1882, 1887, 1890 en 1892.

In zake mijnongevallen, werden soortgelijke vragen gesteld in 1895, 1896, 1897, 1898.

Betreffende de spoorwegongevallen of -rampen, en het recht der Kamerleden om mededeeling te ontvangen van de dossiers dezer zaken, daarmede moest de Kamer zich bezig houden in 1899, 1900, 1902, 1906, enz.

Eindelijk, wat het recht van bezoeken der Staatsinrichtingen betreft, door de senatoren en volksvertegenwoordigers, op vertoon van hun medaille — welk recht steeds werd toegekend onder het cijnssstelsel — daartegen werd soms bezwaar gemaakt, en dit verwekte herhaaldelijk, van af 1884 tot 1923, betwistingen zoowel in openbare vergadering als in besloten Comiteit.

In de zaak betrokken Ministers verklaarden meermaals dat zij er niets tegen hadden dossiers mede te deelen, dat het aan de Kamerleden volstond hun dezelve aan te vragen, dat overigens dergelijke mededeelingen vaak plaats grepen.

Feitelijk leven wij dus onder een bijzonder regime : dat van de ministerieele willekeur. Het is de gecontrôleerde die moet uitmaken of de contrôleur wel dan niet zijne contrôle zal mogen uitoefenen en, daartoe wel dan niet de dossiers, welke de gecontrôleerde in bewaring heeft, zal mogen inzien!

Zulk stelsel is niet aan te nemen ! Het is eene uittarting van de Grondwetsbeginselen welke 's Lands Regeering regelen door het Land en waarmede in verband staat het recht van contrôle, onontbeerlijk voor hen die de souvereiniteit uitoefenen.

De algemeene, onbeperkte contrôle zou de regel zijn. Doch elke regel mag zijne uitzonderingen hebben.

Alzoo, in zake van gemeentebestuur, is de regel : dat geen akte, geen stuk het bestuur der gemeente betreffende aan het onderzoek van een raadslid der gemeente mag onttrokken worden. Uitzondering wordt echter gemaakt voor de stukken en briefwisseling welke onder handen zijn van den burgemeester, handelende als hoofd der politie of als vertegenwoordiger van het Hoofdbestuur. Eveneens, zouden wij uitzonderingen kunnen duldten aan den regel die het voorwerp uitmaakt van ons wetsvoorstel, b. v., wanneer het stukken betreft over 's Lands verdediging of diplomatieke betrekkingen met een vreemde natie. In dit geval, bijaldien mededeeling wordt geweigerd aan een lid der wetgeving, dan is het aan deze laatste, om in hoogsten aanleg te beslissen. Dit wordt bepaald bij artikel 3 van ons voorstel.

Ziedaar de redenen waarom wij ons wetsvoorstel hebben ingediend. Eene oplossing is noodig om de wederzijdsche rechten te bepalen van de leden der Wetgeving en die der Uitvoerende Macht. Door geene oplossing te brengen, zou het Parlement eene daad van onbegrijpelijke zwakheid stellen, het ware een onnoembare abdicatie, een volkomen miskenning van zijne rechten en voorrechten. Ook koesteren wij de hoop, dat onze achtbare collega's dit wetsvoorstel gunstig zullen onthalen.

LOUIS BERTRAND.

(ANNEXE AU N° 364.)

(BIJLAGE VAN N° 364.)

PROPOSITION DE LOI**réglant le droit de contrôle des députés et sénateurs.****ARTICLE PREMIER.**

Les membres des Chambres législatives, députés et sénateurs, ont le droit de se faire communiquer les dossiers des affaires administratives, de tous les départements ministériels.

Cette communication devra se faire sans déplacement, et copie des documents pourra être prise.

ART. 2.

La communication de ces dossiers sera demandée au ministre; en son absence, au secrétaire du département ou au fonctionnaire qui remplace celui-ci.

ART. 3.

Si le ministre estime qu'il y a un intérêt public ou national à ne pas communiquer certains dossiers, il en informera le président de l'assemblée dont fait partie le membre auquel ce refus aura été signifié. Le président de cette assemblée saisira celle-ci de l'incident et fixera le jour pour la discussion, en comité secret, du différend survenu. Cette assemblée décidera alors, en dernier ressort, s'il y a lieu ou non de donner suite à la communication sollicitée.

WETSVOORSTEL**tot regeling van het recht van contrôle der volksvertegenwoordigers en senatoren.****EERSTE ARTIKEL.**

De leden der Wetgevende Kamers, volksvertegenwoordigers en senatoren, hebben het recht, inzage te nemen van de dossiers betreffende de bestuurszaken van al de ministerieele departementen.

Deze inzage geschiedt ter plaatse zelf, en van de documenten mag afschrift worden genomen.

ART. 2.

De mededeeling van deze dossiers wordt aan den Minister aangevraagd; bij dezes ontstentenis, aan den secretaris van het departement of aan den ambtenaar die dezen vervangt.

ART. 3.

Acht de Minister dat, wegens het openbaar belang of 's Lands belang, geen inzage van sommige dossiers kan verleend worden, dan geeft hij daarvan kennis aan den voorzitter der vergadering, waarvan het lid, wien deze weigering werd betekend, deel uitmaakt. De voorzitter dezer vergadering legt het geval aan deze voor en bepaalt den dag voor de behandeling, met gesloten deuren, van het opgerezen geschil. Deze vergadering beslist dan, in hoogsten aanleg, of er al dan niet reden bestaat om aan de aangevraagde inzage gevolg te geven.

ART. 4.

Sur le vu de leur insigne, les députés et sénateurs ont le droit de visiter les établissements de l'Etat en s'adressant au chef ou directeur de ceux-ci.

ART. 4.

Op vertoon van hun erkennings-teeken, hebben de volksvertegenwoordigers en senatoren het recht, 's Rijks inrichtingen te bezoeken; daartoe richten zij zich tot dezer hoofd of bestuurder.

LOUIS BERTRAND.

J. WAUTERS.

LÉON TROCLET.

G. HUBIN.

L. COLLEAUX.

JOS. BOLOGNE.